



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit septembre , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERVERN Laurence, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
ANDRÉ Robert (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à PHILIPPE Georges)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
BRIANT Hervé (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)
CUNIN Marie-José (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
KERLAN Frédéric (pouvoir à TRMAL Marie-France)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
TANDÉO Gilles (pouvoir à LE TYRANT Jean-Claude)

Absents

CANN Joël, LE GUEN Jean-René, PAGE Marie-Renée

Conseil de Communauté du 28 septembre 2018

Délibération n° DCC2018_032

Objet	Participations Financières à l'assainissement collectif (PFAC) : Tarifs 2019
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Services techniques
Thème	Assainissement collectif

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le service d'assainissement collectif assure son financement à partir, entre autres, de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) dont les conditions de mise en œuvre doivent être déterminées pour une application au 1er janvier 2019. La PFAC est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles d'habitation ou de locaux considérés à usage domestique ou assimilé, neuf ou réaménagé, réalisé postérieurement à la mise en service du réseau public, et les propriétaires d'immeubles d'habitation ou de locaux considérés à usage domestique ou assimilé, préexistants à la construction du réseau d'assainissement collectif.

La perception de la PFAC se fait après constat de raccordement par le service assainissement collectif.

Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L.1331-2 du code de la santé publique. Ce montant plafond maximum est évalué à 5 500 € sur notre territoire déduction faite du coût des travaux de construction visés ci-dessus.

Il est proposé au conseil de Communauté de maintenir les conditions d'application de cette PFAC pour 2019, qui intègre une quantification du volume de rejet exprimé en Equivalent Habitant (EH) et/ou l'importance de l'immeuble exprimée en nombre de pièces principales selon le tableau ci-dessous :

Typologie d'immeuble	Prix total
Immeuble neuf générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales (construction postérieure à la réalisation du réseau)	3 000 €
Immeuble préexistant à la construction du réseau générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales	1 500 €
Extension ou réaménagement générant une augmentation du volume de rejet d'eaux usées entraînant un rejet total de l'immeuble >10 EH ou 10 pièces principales et < 100 EH	300 € / EH
Appartement supplémentaire ou local considéré à usage domestique ou assimilé (cas d'immeuble collectif)	500 €
Immeuble générant un rejet > 100 EH	Fixé par convention spécifique

Deux seuils sont applicables : 10 EH ou 10 pièces principales et 100 EH. Le premier seuil couvrant la très grande majorité des immeubles de type habitation individuelle ou des locaux occupés par des usagers domestiques ou assimilés. Tant que le seuil de 10 EH ou 10 pièces

principales n'est pas atteint, les usagers, pour de petites extensions d'immeuble, ne sont pas soumis à une nouvelle PFAC.

Au-delà du seuil de 100 EH un calcul particulier est effectué pour déterminer la valeur de la PFAC et répondre ainsi à l'installation de gros projets qui nécessitent l'établissement d'une convention spécifique et d'une délibération d'approbation.

Il est rappelé que cette participation ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.1331-1 et 2

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 11 septembre 2018

Vu l'avis favorable de la Conseil d'exploitation assainissement du 6 septembre 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 28 août 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve la grille tarifaire 2019 ci-dessus et les conditions de son application.